

17 novembre : redistribution des richesses, pouvoir d'achat et écologie

La hausse de la taxation des produits pétroliers induisant une baisse du pouvoir d'achat est à l'origine d'un appel à mobilisation ce samedi 17 novembre, initié sur et largement relayé par les réseaux sociaux. La droite et l'extrême droite tentent d'instrumentaliser cette colère pour en récolter les fruits politiques et la transformer en fronde antifiscale. De son côté, le gouvernement justifie ces hausses par la nécessité de financer la transition écologique. Or, ces augmentations qui représenteraient environ +3,2 milliards d'euros ont d'abord pour but de compenser les cadeaux fiscaux aux plus riches, comme par exemple la baisse de l'impôt sur les sociétés (-2,4 milliards). Celle-ci va se traduire par une hausse des dividendes versés aux actionnaires des plus grandes entreprises alors que la France est déjà la championne du monde dans ce domaine selon le rapport OXFAM.

La FSU 68 agit pour une réorientation des choix budgétaires ici combattus. Elle tient à réaffirmer son opposition à ces cadeaux fiscaux qui ne bénéficient qu'à quelques-uns, les plus aisés, au détriment du plus grand nombre et de l'intérêt général.

Les salaires sont bloqués. Déjà frappés par la hausse de la CSG et la désindexation des pensions sur l'inflation, les retraités ne cessent de voir leurs conditions de vie régresser. Toute nouvelle taxation revient donc à une baisse supplémentaire du pouvoir d'achat encore plus durement ressentie par les plus faibles qui ne peuvent, par ailleurs, accéder aux vecteurs d'économie d'énergie. Les défis de la transition écologique rendent donc nécessaires une augmentation des salaires et des pensions afin de permettre à tou-te-s de les relever.

Pour affronter ces défis, notre société a besoin de services publics et d'entreprises publiques renforcés, que ce soit en matière d'énergie, de recherche, d'éducation, ou de transport en commun impliquant le maintien et le renforcement des lignes SNCF. Or ces secteurs sont touchés par les suppressions de postes massives dans le projet de budget 2019 ainsi que par des réformes structurelles qui les détruisent.

La FSU 68 réaffirme ici son attachement à une fiscalité juste et redistributive mettant à contribution tous les revenus, y compris ceux du capital, immobilier comme financier, afin de financer des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire et d'engager une politique ambitieuse et cohérente pour la transition écologique.

Le combat en faveur de la transition écologique est indissociable du combat en faveur de la redistribution des richesses.

Mulhouse le 16 novembre 2018